

Unité départementale du Morbihan
34, rue Jules Legrand
56100 Lorient

Lorient, le 04/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SUEZ RV OUEST

Parc Edonia - Bâtiment T
Rue de la Terre Adélie - CS 86820
35760 Saint-Grégoire

Références : GP/VLF/E/2026
Code AIOT : 0005503729

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/12/2025 dans l'établissement SUEZ RV OUEST implanté au lieu-dit Branguily, CD 125 à Gueltas (56920). L'inspection a été annoncée le 05/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RV OUEST
- LD BRANGUILY CD 125 56920 Gueltas
- Code AIOT : 0005503729
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SUEZ RV OUEST bénéficie d'un arrêté préfectoral du 20 novembre 2013 l'autorisant à exploiter l'Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND) de Gueltas jusqu'en mars 2027.

Sa capacité annuelle de réception est de 195 000 tonnes/an et sa capacité maximale de stockage autorisée est de 4 800 000 m³.

Par un arrêté préfectoral du 12 décembre 2025, la société est autorisée à étendre l'ISDND et à exploiter un incinérateur.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 20/11/2013, article 1.6.5	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Isolement avec les milieux	Arrêté Préfectoral du 20/11/2013, article 4.2.5	Demande d'action corrective	2 mois
5	Eaux de drainage de l'ISDND	Arrêté Préfectoral du 20/11/2013, article 4.3.2.2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	radioactivité	Arrêté Préfectoral du 20/11/2013, article 1.2.6	Sans objet
3	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 20/11/2013, article 4.2.2	Sans objet
6	Gestion des ouvrages	Arrêté Préfectoral du 20/11/2013, article 4.3.3	Sans objet
7	Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet	Arrêté Préfectoral du 20/11/2013, article 4.3.5	Sans objet
8	Lixiviats	Arrêté Préfectoral du 20/11/2013, article 4.3.10	Sans objet
9	Jus de compostage (plate-forme déchets verts et algues)	Arrêté Préfectoral du 20/11/2013, article 4.3.11	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

En conclusion, quelques observations ont été formulées concernant: la mise à jour des garanties financières, le complément du plan de défense incendie, l'établissement d'une procédure définissant les modalités de gestion de ces eaux de drainage, la profondeur de ces drains et si cette hauteur respecte les recommandations de l'étude BURGEAP.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : radioactivité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/11/2013, article 1.2.6
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures prises en cas de détection de déchets radioactifs
Prescription contrôlée : En cas de détection confirmée de la présence de matières émettant des rayonnements ionisants dans un chargement, le véhicule en cause est isolé sur une aire spécifique étanche, aménagée sur le site à l'écart des postes de travail permanents. Le chargement est abrité des intempéries. Le véhicule ne peut être renvoyé du site tant que les matières à l'origine des rayonnements ionisants n'ont pas été caractérisées. L'exploitant dispose des moyens nécessaires à la mesure du débit de dose issu du chargement. Il met en place, autour du véhicule, un périmètre de sécurité correspondant à un débit de dose de 1 μ Sv/h. L'immobilisation et l'interdiction de déchargement sur le site ne peuvent être levées, dans le cas d'une source ponctuelle, qu'après isolement des produits ayant conduit au déclenchement du détecteur. L'autorisation de déchargement du reste du chargement n'est accordée que sur la base d'un nouveau contrôle ne conduisant pas au déclenchement du détecteur.
Constats : Il n'y a pas eu de déclenchement de radioactivité depuis 2011. L'aire définie pour l'isolement d'un véhicule est situé derrière la plateforme bois. Elle doit être déplacée pendant la phase des travaux d'extension. L'exploitant possède deux détecteurs mobiles sur site. Ces équipements sont vérifiés périodiquement (un en septembre 2025 et un en octobre 2025). Une procédure est en place depuis 2010 et mise à jour en 2021. Elle a été présentée à l'inspection. Elle reprend l'ensemble des points de cet article. Un modèle de fiche de déclaration est annexé à cette procédure.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/11/2013, article 1.6.5
Thème(s) : Risques chroniques, Actualisation des garanties financières
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du Préfet dans les cas suivants : <ul style="list-style-type: none">• tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP 01 ;• sur une période au plus égale à cinq ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15% de l'indice TP01 et ce dans les six mois qui suivent ces variations.
Constats : Le 13 octobre 2025, l'exploitant a transmis un acte de cautionnement d'un montant de 2 727 517,85 € pour la période allant du 24 septembre 2025 au 23 septembre 2028.

L'arrêté d'autorisation du 20 novembre 2013 imposait des garanties financières d'un montant de 2 223 879 € sur la base d'une approche forfaitaire détaillée.
L'indice d'actualisation des coûts est défini comme tel que :

$$\alpha = \frac{Index}{index_0} \times \frac{(1 + TVA_R)}{(1 + TVA_0)}$$

L'exploitant n'a pas précisé la méthode et les valeurs prises pour l'actualisation du montant des garanties financières.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit justifier de la mise à jour de ses garanties financières en précisant la méthode et les valeurs prises.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/11/2013, article 4.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux

Prescription contrôlée :

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour et datés, notamment après chaque modification notable. Il est tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (l'implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire...),
- les secteurs collectés et les réseaux associés,
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, ...),
- les ouvrages d'épuration interne avec leur point de contrôle et les points de rejet de toute nature.

Constats :

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte d'eaux est établi et mis à jour à chaque réalisation d'un casier et trimestriellement. Le plan présenté à l'inspection date de septembre 2025. Il comprend l'ensemble des points décrits ci-dessus.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Isolement avec les milieux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/11/2013, article 4.2.5
Thème(s) : Risques chroniques, Isolement avec les milieux
Prescription contrôlée : Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.
Constats : Dans le plan de défense incendie, les vannes de sectionnement sont décrites et repérées. On compte 6 vannes de sectionnement sur le site alors que trois sont précisées dans le plan de défense incendie. Il manque les vannes EPB3, EPB4 et EP Ouest. Les vannes de sectionnement et leur sens de rotation ne sont pas signalés sur le terrain. La vanne de sectionnement de l'EPB entrée se rejetant dans le ru de Kervézo est difficilement accessible. La barre actionnant cette vanne n'était pas présente.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Le plan de défense incendie doit être complété. Les vannes de sectionnement et leur sens de rotation doivent être signalés sur le terrain. Les vannes de sectionnement doivent être facilement accessibles et toutes équipées d'une barre permettant d'actionner la vanne correspondante.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Eaux de drainage de l'ISDND

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/11/2013, article 4.3.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux de drainage de l'ISDND
Prescription contrôlée : En ce qui concerne le dispositif de drainage à réaliser, les aménagements portent sur la mise en place d'une tranchée périphérique et d'un réseau de drainage composé de drains implantés perpendiculairement au sens d'écoulement des eaux souterraines de sub-surface à drainer, sous la barrière passive équivalente de chacun des casiers à construire, à une profondeur définie par l'étude BURGEAP « rabattement de la nappe au droit du site » de 2006, produite à l'annexe 10 du dossier de demande d'autorisation. Pour les casiers existants, la tranchée périphérique est maintenue en état. Les eaux drainées sont collectées et dirigées par gravité comme suit: - pour les casiers existants de la zone 1, vers le bassin de contrôle à l'Est du site avant rejet dans le ru de Gueltas, - pour les casiers de la zone 2 en exploitation ou à créer, vers l'étang SITA OUEST à l'Ouest du site.

En cas d'anomalie constatée par le contrôle mis en place, ces eaux devront être dérivées vers l'unité de traitement des lixiviats. L'exploitant établira une procédure définissant les modalités de gestion de ces eaux.

Constats :

Le dispositif de drainage est constitué de drains sous les casiers et d'une tranchée périphérique. Le réseau de drainage est constitué de tranchées, de 1,5 m de large à 1,5 m de profondeur sous le toit de la couche à 1.10^{-9} m/s, avec un espacement des drains de 40 m et orienté perpendiculairement aux courbes piézométriques. Ces tranchées rejoignent un drain de diamètre 250 mm PVC connecté à une station de relevage comme précisé dans le dossier d'ouvrage exécuté du dernier casier réalisé (casier 4E2).

L'exploitant ne précise pas la profondeur de ces drains et si cette hauteur respecte les recommandations de l'étude BURGEAP

Cette tranchée périphérique est entretenue.

Les eaux drainées sont collectées et dirigées pour les casiers existants de la zone 1, vers le bassin de contrôle à l'Est du site (bassin P5) avant rejet dans le ru de Gueltas, pour les casiers de la zone 2 en exploitation ou à créer, vers le bassin de contrôle (bassin P8) à l'Ouest du site.

Les contrôles sont réalisés tous les trimestres. Aucune anomalie n'a été constaté.

L'exploitant n'a pas établi de procédure définissant les modalités de gestion de ces eaux. Une vanne de sectionnement a été installée en sortie de P5 mais pas en sortie de P8. L'exploitant n'a pas précisé la raison de cette différence.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit préciser la profondeur de ces drains et si cette hauteur respecte les recommandations de l'étude BURGEAP.

L'exploitant doit établir une procédure définissant les modalités de gestion de ces eaux en précisant pourquoi il n'y a pas de vanne de sectionnement en sortie du bassin P8.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Gestion des ouvrages

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/11/2013, article 4.3.3

Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des ouvrages

Prescription contrôlée :

...

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voiries, les aires de chargement et déchargement, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. Ces dispositifs de traitement sont conformes aux normes en vigueur. **Ils sont nettoyés par une société habilitée au moins une fois par an.**

Constats :

Trois débourbeurs déshuileurs (entrée de site, usine à boues et centre de tri) sont en place sur le

site. La société SARP intervient tous les ans pour leur entretien. La société SARP est intervenue pour la dernière fois les 17 octobre et 30 octobre 2025 pour l'entretien des trois (bordereaux présentés).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/11/2013, article 4.3.5

Thème(s) : Risques chroniques, Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet

Prescription contrôlée :

Les dispositifs de rejet des effluents liquides sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci.

Ils doivent, en outre, permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur. En cas d'occupation du domaine public, une convention sera passée avec le service de l'État compétent. Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides internes provenant de l'établissement (points de rejet n°1, 5 et 6 mentionnés à l'article 4.3.4) et le rejet de la station de traitement des lixiviats dans les lagunes de finition est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, ...).

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

...

Constats :

Les points de rejets 1, 5, 6 et rejet de lixiviats sont équipés d'un canal venturi et d'un point de prélèvement avant rejet dans le milieu. Les dispositifs de rejet des effluents liquides sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet. Ces points sont accessibles et permettent une intervention en toute sécurité.

Leur accès est périodiquement entretenu.

Les rejets n'occupent pas le domaine public.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Lixiviats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/11/2013, article 4.3.10

Thème(s) : Risques chroniques, Lixiviats

Prescription contrôlée :

Les lixiviats des alvéoles de stockage et les eaux de process des installations de compostage des boues, de traitement mécano-biologique (TMB), effluents de la plate-forme d'entreposage de balles d'OMr, sont collectés séparément et acheminés vers la station de traitement des lixiviats interne au site.

Après traitement, les lixiviats seront stockés à terme dans trois bassins d'une capacité globale de 4500 m³ situés à l'ouest du site.

<p>Le rejet des lixiviats traités dans les étangs ou cours d'eau est interdit.</p> <p>Les lixiviats seront principalement destinés à être utilisés dans la gestion en mode bioréacteur des alvéoles de stockage des déchets ultimes, mais aussi pour l'arrosage des pistes, les espaces verts, ou « évaporés », ou pour la fertirrigation en goutte à goutte du TTCR Sud et les pâtures du site à un faible débit pour favoriser l'évapotranspiration.</p> <p>Pour pouvoir être utilisées pour l'arrosage du TTCR Sud et les pâtures, les espaces verts, les eaux traitées doivent présenter au moins les caractéristiques suivantes (concentrations moyennes journalières) :</p> <p>...</p>
<p>Constats :</p> <p>Seuls les lixiviats des casiers de stockage sont concernés, l'installation de compostage des boues, le TMB et la plateforme de stockage des balles d'OMR n'étant plus exploités.</p> <p>3 bassins d'une capacité unitaire de 1500 m³ sont en place sur le site pour stocker les lixiviats traités. L'exploitant n'effectue pas de rejet dans le milieu de lixiviats traités.</p> <p>Le lixiviats brut est utilisé dans la gestion en mode bioréacteur des casiers de stockage des déchets. Le lixiviats traité sert à l'arrosage des pistes, des espaces verts, les pâtures du site à un faible débit pour favoriser l'évapotranspiration ou pour la fertirrigation en goutte à goutte du TTCR Sud. Cette dernière n'est pas beaucoup utilisée. En 2025, elle n'a pas été utilisée.</p> <p>Les analyses sont réalisées tous les mois. Les résultats présentés sont conformes pour une utilisation en arrosage.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Jus de compostage (plate-forme déchets verts et algues)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/11/2013, article 4.3.11</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Jus de compostage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les jus sont collectés et traités par un débourbeur puis par un séparateur d'hydrocarbures et dirigés dans deux (puis un à terme) bassins étanches de 300 m³ muni d'un aérateur. Les volumes de jus produits sont de 5400 m³/an.</p> <p>Ces eaux traitées sont réutilisées prioritairement dans le processus de compostage, le surplus servant à la fertirrigation en goutte à goutte du TTCR Nord.</p> <p>Pour pouvoir être utilisées pour la fertirrigation du TTCR Nord, les eaux traitées doivent présenter au moins les caractéristiques suivantes (concentrations moyennes journalières) :</p> <p>...</p>
<p>Constats :</p> <p>L'activité de compostage est à l'arrêt. La plateforme sert actuellement au stockage et au broyage de bois, occasionnellement de souches. Les jus sont collectés et traités par un débourbeur puis par un séparateur d'hydrocarbures et dirigés dans un bassin étanche de 300 m³ muni d'un aérateur. L'installation est entretenue.</p> <p>Il n'y a pas de fertirrigation depuis 2023. Il n'y a pas eu de surverse entre le bassin « compost » et le bassin de lixiviats en 2025.</p> <p>Les analyses sont réalisées tous les trimestres. Les résultats présentés sont conformes pour une utilisation en arrosage.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

